

Manifestations en Biélorussie Chronologie d'une révolution en cours

6 mai

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa appelle les États membres à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables de la répression et à publier un plan d'aide à la société civile et à l'économie biélorusses. Elle demande également l'organisation d'une conférence internationale avec des représentants biélorusses, européens, britanniques, américains et russes.

5 mai

Dix opposants biélorusses portent plainte en Allemagne contre Alexandre Loukachenko, le Président biélorusse non reconnu par l'Union européenne, pour « torture d'État ». Ils estiment que la répression contre le mouvement démocratique entre dans le cadre de la compétence universelle de la justice allemande pour les crimes contre l'humanité et politiques de répression systématiques.

30 avril

Le Parti vert européen demande la libération de Dmitri Koutchouk, le leader des Verts en Biélorussie. D. Koutchouk a été arrêté le 26 avril lors d'une marche en mémoire des victimes de la catastrophe de Tchernobyl et condamné à 15 jours de prison.

29 avril

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa est reçue à la Chambre des députés italienne pour une audition informelle avec la commission des Affaires étrangères. Les députés et le Président de la Chambre Roberto Fico apportent leur soutien au peuple biélorusse et à sa demande de nouvelles élections.

21 avril

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe appelle à une réforme « complète » du système électoral en Biélorussie et demande aux autorités du pays de se conformer aux normes internationales en matière d'élections démocratiques.

Elle appelle également à l'ouverture « de toute urgence » d'un dialogue « transversal et inclusif » pour mettre fin pacifiquement à la crise politique.

Le gouvernement lituanien présente un [projet de loi](#) facilitant l'établissement d'entreprises d'États tiers et le transfert de leurs employés et leurs familles. Le projet est destiné à permettre à des entreprises biélorusses de trouver refuge en Lituanie. Environ 80 d'entre elles ont déjà entamé leur relocalisation. Si le Parlement adopte le texte, il entrera en vigueur le 1er juin.

16 avril

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union [condamne](#) « la nouvelle escalade de la répression contre le peuple biélorusse, y compris les campagnes orchestrées de persécution des défenseurs de droits de l'Homme, des journalistes, des médias et des représentants de la société civile ». Elle appelle à nouveau les autorités biélorusses à mettre fin aux violences et à libérer de manière inconditionnelle les prisonniers politiques.

Les États membres de l'OSCE [appellent](#) collectivement à la libération des prisonniers, y compris la présidente de l'Union des Polonais de Biélorussie Andzelika Borys d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut.

12 avril

La chaîne d'information européenne Euronews n'est [plus diffusée](#) en Biélorussie après le non-renouvellement de sa licence, dont elle n'a pas été notifiée par les autorités.

8 avril

Pavel Latouchko, ancien ministre, ambassadeur et directeur du théâtre national devenu opposant au régime, [annonce](#) la [création](#) d'un parti politique au sein du mouvement démocratique. Quelques jours avant, Viktor Babariko, actuellement emprisonné à Minsk, avait lui aussi annoncé le lancement de sa formation politique, [Vmeste](#) (Ensemble).

30 mars

Au cours d'une vidéoconférence avec le Président russe Vladimir Poutine, le [Président français](#) Emmanuel Macron et la [Chancelière allemande](#) Angela Merkel ont réaffirmé la nécessité d'un dialogue politique inclusif et d'élections libres en Biélorussie.

26 mars

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de la chanson de l'Eurovision, annonce que la Biélorussie ne participera pas à la compétition cette année parce qu'elle ne respecte pas les règles selon lesquelles les chansons ne doivent pas avoir de message politique. Une première chanson avait été rejetée en mars. La seconde chanson proposée était également « en violation des règles du concours qui garantissent que le Concours n'est pas instrumentalisé ou discrédité », explique l'UER.

25 mars

200 à 300 personnes sont arrêtées et mises en détention par les autorités biélorusses lors de la manifestation pour la Journée de la Liberté à Minsk. À l'occasion de cette Journée, plusieurs gouvernements et institutions européens expriment leur soutien au peuple biélorusse.

La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ajoutent 118 nouveaux responsables biélorusses à la liste des fonctionnaires biélorusses interdits d'entrer sur leur territoire.

Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell condamne l'arrestation et la condamnation à 15 jours de prison de la présidente de l'Union des Polonais de Biélorussie Andzelika Borys ainsi que l'arrestation d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut. Il demande leur libération immédiate.

18 mars

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union renouvelle son soutien à la mise en place d'un dialogue entre les autorités biélorusses et l'opposition politique, et à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle avec des observateurs internationaux. Elle appelle également de nouveau à la réhabilitation des prisonniers politiques, et condamne la persécution systématique du mouvement pro-démocratie et l'oppression des médias et de la société civile.

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa lance un appel à exprimer son soutien au peuple biélorusse le 25 mars, à l'occasion de la Journée de la liberté qui commémore l'indépendance du pays en 1918.

11 mars

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de chansons de l'Eurovision, refuse la chanson proposée par la Biélorussie, car les paroles, qui peuvent être comprises comme un soutien au régime, ne respectent pas les règles de la compétition, qui exclut les contenus politiques.

5 mars

La Lituanie [rejette](#) la demande d'extradition de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa présentée par les autorités biélorusses. Le ministre lituanien des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis [précise](#) que « tous ceux qui ont trouvé refuge en Lituanie peuvent se sentir en sécurité et ne seront pas rendus aux régimes » qui les poursuivent pour leur lutte pour « la démocratie, la liberté d'expression ou leur croyance ». S. Tikhanovskaïa est exilée en Lituanie depuis août 2020, après l'élection présidentielle truquée à laquelle elle était candidate.

2 mars

La journaliste Katsyaryna Barysevitch et le médecin Artyom Sarokin sont [condamnés](#) à respectivement 6 mois et 2 ans de prison après un procès à huis-clos, pour avoir divulgué des informations sur la mort de Roman Bondarenko, décédé en novembre après avoir été frappé par des policiers en civil. Le lendemain, l'Union [qualifie](#) à nouveau d' « inacceptables » les violations des droits fondamentaux dans le pays et réaffirme qu'elle « continue de soutenir activement les efforts pour rassembler les preuves de torture et de répressions en Biélorussie et demander des comptes aux responsables ».

25 février

L'Union [prolonge pour un an](#), jusqu'au 28 février 2022, les sanctions contre les responsables de la fraude électorale lors de la présidentielle du 9 août 2020 et de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes, dont Alexandre Loukachenko, que l'Union ne reconnaît plus comme président, ainsi que 7 entités, sont concernées par ces sanctions qui incluent un gel des avoirs et une interdiction d'entrée sur le territoire de l'Union.

18 février

La Commission européenne « [condamne fortement](#) » la peine de [2 ans de prison](#) infligée à deux journalistes de la chaîne d'opposition Belsat, Daria Tchoultsova et Katerina Bakhvalova, pour avoir couvert une manifestation. Elle qualifie de « répression honteuse » les arrestations et harcèlements de journalistes et appelle le régime biélorusse à respecter les libertés fondamentales et arrêter de cibler les journalistes.

16 février

La Commission européenne [estime](#) que les [raids policiers](#) contre des journalistes, militants associatifs et responsables syndicaux perpétrés dans la journée sont « inacceptables » et constituent une « escalade de l'intimidation et de l'assaut contre les droits civiques ».

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe [dénonce](#) également une situation « inacceptable ».

11 février

Dans une lettre à un député allemand [révélée](#) par la presse, le gouvernement allemand se dit prêt à accueillir 50 opposants biélorusses victimes de torture et violences policières, dans le cadre du plan d'action annoncé par la Chancelière Angela Merkel le 6 février.

7 février

Des manifestations se tiennent dans [plusieurs pays](#) à travers le monde à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, une initiative de l'opposition pour marquer les six mois de protestation contre le résultat de l'élection présidentielle truquée du 9 août 2020.

Dans un [communiqué commun](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell et le commissaire au voisinage et à l'élargissement Oliver Varhelyi réitèrent le soutien de l'Union au peuple biélorusse. Ils condamnent les persécutions injustes, la torture et les poursuites fondées sur de fausses accusations. Ils demandent l'ouverture rapide d'un dialogue et de nouvelles élections transparentes.

6 février

A la veille de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, la Chancelière allemande Angela Merkel apporte son soutien au peuple biélorusse et [annonce](#) un plan d'action pour la société civile biélorusse, qui comprendra des facilitations de visas, des bourses et un soutien aux médias indépendants.

30 janvier

Alors que les manifestations se poursuivent pendant le week-end malgré la répression, le président lituanien Nauseda Gitanas propose [la candidature](#) de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa et du peuple biélorusse pour le prix Nobel de la Paix.

27 janvier

Lors d'[une conférence en ligne](#), l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle l'Occident à être « plus courageux et plus fort » pour soutenir le peuple biélorusse. Elle demande à l'Union de prendre « dès que possible » de nouvelles sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

18 janvier

La fédération internationale de hockey sur glace décide que le championnat du monde, prévu en mai et juin à Minsk et Riga, ne se déroulera pas en Biélorussie. Elle [explique](#) que maintenir la compétition dans la capitale n'aurait pas été « approprié » et que la sécurité des participants ne pouvait être garantie.

Des sportifs et responsables politiques avaient appelé à prendre cette décision, et plusieurs entreprises sponsors de l'événement avaient [menacé de se retirer](#) au nom des droits de l'Homme.

17 janvier

Tandis que les protestations se poursuivent en Biélorussie, à petite échelle en raison de l'hiver et de la répression, Svetlana Tikhanovskaïa [intervient](#) lors du congrès en ligne de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande. Elle rappelle que les manifestants se battent pour « construire une Biélorussie démocratique, basée sur l'État de droit, la démocratie et le respect des citoyens ».

17 décembre

L'Union [étend ses sanctions](#) à 36 nouveaux responsables de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes et 7 entités, dont le président non reconnu Alexandre Loukachenko, sont désormais soumises à un gel de leurs avoirs et une interdiction d'entrée dans l'Union.

16 décembre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [reçoit le prix Sakharov](#) 2020 pour la liberté de l'esprit au nom de l'opposition démocratique en Biélorussie, lors d'une cérémonie au Parlement européen à Bruxelles.

[Dans son discours](#), elle déclare que les Biélorusses qui protestent depuis l'élection présidentielle truquée du 9 août « manifestent pour la liberté et la dignité des Bélarusses, des Européens, la vôtre et la nôtre. »

Elle souligne que « tout Bélarusse qui prend part à une manifestation pacifique contre la violence et l'illégalité... est un héros. Chacun d'eux est un exemple de courage, de compassion et de dignité à mes yeux. »

13 décembre

Plus de 120 [manifestations](#) ont lieu à Minsk et d'autres villes du pays. Au moins 300 personnes sont arrêtées.

11 décembre

La Commission européenne annonce [une aide de 24 millions €](#) à destination de la société civile en Biélorussie, par le biais d'une assistance aux médias indépendants et aux ONGs, et un programme de bourse pour les jeunes

notamment. Le plan d'aide vise également à la résilience des petites et moyennes entreprises (PME) biélorusses et à soutenir le secteur de la santé. Plus de 150 000 personnes ont été contaminées par la Covid-19 dans le pays.

9 décembre

Le procureur général de Lituanie [ouvre](#) une [enquête préliminaire](#) pour crimes contre l'Humanité et crimes de guerre visant des membres du régime biélorusse. La Lituanie est le premier pays de l'Union à lancer une enquête sur les crimes perpétrés par le régime depuis l'élection présidentielle du 9 août. L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle les autres pays européens à suivre l'exemple de la Lituanie.

6 décembre

A Minsk, les manifestants [se rassemblent](#) à nouveau en petits groupes, pour éviter la répression policière. Environ 300 personnes sont arrêtées.

4 décembre

La commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Michelle Bachelet [constate](#) que la situation s'est détériorée en Biélorussie au cours des dernières semaines, « notamment en ce qui concerne le droit de réunion pacifique ». Elle estime que quelque 27 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de manifestations pacifiques depuis le 9 août. Elle demande aux autorités de libérer toutes les personnes détenues illégalement ou arbitrairement et d'ouvrir un dialogue politique avec l'opposition.

29 novembre

Les habitants de Minsk [manifestent](#) comme tous les dimanches depuis le 9 août, mais en organisant des « marches de voisins » afin de limiter le risque de répression policière. Plusieurs dizaines de personnes sont néanmoins arrêtées.

27 novembre

En visite dans un hôpital, Alexandre Loukachenko [déclare](#) qu'il « ne *ser[a] plus président quand la nouvelle Constitution sera en place* ». Mais il ne donne aucune indication sur le contenu de la réforme constitutionnelle qu'il prépare, ni sur quand elle pourrait être adoptée.

26 novembre

Dans [une résolution](#) adoptée par 613 voix contre 41, le Parlement européen « condamne avec la plus grande fermeté le meurtre de Roman Bondarenko », décédé après avoir été tabassé par des policiers en civil et demande une enquête

« immédiate, approfondie, impartiale et indépendante » sur sa mort et celle de plusieurs autres manifestants.

Les députés renouvellent leur soutien au peuple biélorusses, demandent la libération immédiate des prisonniers politiques et appelle le régime à cesser les violences contre les manifestants et les journalistes.

Ils apportent leur soutien au lancement d'une mission d'information du Parlement à Vilnius et à Varsovie, et au dialogue avec l'opposition en Biélorussie pour « explorer d'éventuelles activités de médiation et de soutien à la démocratie ». Ils estiment que les sanctions actuelles contre le régime sont insuffisantes et en demandent de nouvelles.

Ils appellent en outre à un soutien accru de l'Union en faveur de la société civile en Biélorussie.

22 novembre

La manifestation dominicale contre le régime se solde à Minsk par de nouveaux heurts avec les forces de l'ordre et [plus de 300 arrestations](#).

20 novembre

L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie [décident d'imposer](#) une interdiction de territoire à 26 Biélorusses, dont le ministre de l'Information, celui des Sports et du Tourisme, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice, des représentants de syndicats et de médias d'État impliqués dans la désinformation.

19 novembre

Les ministres européens des Affaires étrangères [se mettent d'accord](#) pour préparer un troisième volet de sanctions, qui pourraient viser de hauts responsables biélorusses, ainsi que « des institutions, des chefs d'entreprise et des sociétés », selon le Haut Représentant Josep Borrell.

15 novembre

La manifestation qui se tient à Minsk comme tous les dimanches rend hommage à Roman Bondarenko, mort après avoir été frappé par des hommes en civil près d'un lieu décoré aux couleurs de l'opposition. Plus de 1000 personnes sont [arrêtées](#) par la police.

13 novembre

Dans [un communiqué](#), l'Union estime que la mort de Roman Bondarenko, un Biélorusse de 31 ans décédé après avoir été battu par des hommes qui étaient probablement des policiers en civil, est le « résultat scandaleux et honteux des

actions des autorités biélorusses qui n'ont pas seulement directement et violemment réprimé leur propre population mais ont aussi créé un climat dans lequel peuvent se produire de tels actes violents et sans foi ni loi ».

L'Union appelle une nouvelle fois le régime à cesser « la violence et la persécution », à libérer les prisonniers politiques et enquêter sur les violations des droits de l'Homme pour en juger les responsables.

8 novembre

Un nouveau dimanche de manifestations à Minsk et d'autres villes du pays se solde par l'arrestation de [plusieurs centaines de personnes](#).

6 novembre

L'Union [adopte des sanctions](#) à l'encontre de 15 responsables du régime biélorusse, dont Alexandre Loukachenko et son fils, en raison de leur rôle dans la répression violente du mouvement démocratique. Les sanctions incluent une interdiction de voyager dans l'Union et le gel des avoirs personnels.

5 novembre

Dans [un rapport](#) sur l'élection du 9 août, l'OSCE estime que le scrutin n'a été « ni transparent, ni libre ni équitable ». Il affirme que les allégations de violation des droits de l'Homme par le régime sont « massives, systématiques et prouvées de manière indiscutable ». Le rapport note que la répression des manifestations donne lieu à des tortures et mauvais traitements dans un climat d' « impunité générale ».

En conséquence, l'OSCE appelle à l'annulation des résultats de l'élection et l'organisation d'un scrutin « sincère », à la cessation des violences, à la libération de tous les prisonniers politiques et journalistes et au respect des règles internationales en matière de justice.

1^{er} novembre

Pour le 13^{ème} dimanche consécutif, des milliers de Biélorusses [manifestent](#) contre le régime, malgré les menaces de tir à balle réelle par les forces de sécurité. Environ 300 personnes sont arrêtées à Minsk. La grève lancée par Svetlana Tikhanovskaïa continue dans certaines usines, administrations et universités.

26 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa annonce le [début d'une grève générale](#) pour demander le départ d'Alexandre Loukachenko, à qui elle avait donné jusqu'au 25 octobre pour quitter le pouvoir. Elle affirme que « des employés d'entreprises et

d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants » ont arrêté le travail.

La veille, comme tous les dimanches depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de personnes ont manifesté à Minsk et d'autres villes du pays.

22 octobre

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit [est décerné](#) par le Parlement européen à l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination.

Le Président du Parlement David Sassoli rend hommage aux représentants de l'opposition pour « leur courage, leur résilience et leur détermination ». Il souligne qu'ils « ont de leur côté quelque chose que la force brute ne pourra jamais vaincre – la vérité ». « Chers lauréats, restez forts et n'abandonnez pas votre combat. Sachez que nous sommes à vos côtés », ajoute-t-il.

La remise du prix se déroulera le 16 décembre.

21 octobre

Dans [une résolution](#) adoptée par 602 voix contre 44, le Parlement européen soutient la décision de l'Union de ne pas reconnaître Alexandre Loukachenko comme Président de la Biélorussie après la fin de son mandat le 5 novembre et appelle à l'inclure dans la liste des personnes sanctionnées.

Le Parlement reconnaît le Conseil de coordination « comme le représentant légitime du peuple qui réclame un changement démocratique et la liberté en Biélorussie » et soutient ses efforts pour « une transition pacifique et démocratique du pouvoir à la suite d'un dialogue national inclusif ».

Il appelle l'Union à mettre rapidement en œuvre les sanctions prévues contre les responsables du régime, à revoir ses relations avec la Biélorussie et à mettre en place des actions de soutien économique et financier à la société civile biélorusse.

18 octobre

Comme chaque dimanche depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de manifestants [se rassemblent à Minsk](#) et d'autres villes de Biélorussie et des dizaines d'entre eux sont arrêtés par la police.

16 octobre

[Le Conseil européen](#) « fait siennes » les conclusions adoptées par les ministres le 12 sur les sanctions envers les responsables du régime biélorusse et la réduction des relations politiques et économiques. Il condamne la poursuite des violences contre les manifestants pacifiques.

13 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée en Lituanie, donne à Alexandre Loukachenko jusqu'au 25 octobre pour annoncer sa démission, mettre fin à la dispersion des manifestations par la force et libérer tous les prisonniers politiques. « Si nos demandes ne sont pas satisfaites d'ici le 25 octobre, tout le pays descendra pacifiquement dans la rue. Et le 26 octobre, une grève nationale de toutes les entreprises commencera, toutes les routes seront bloquées, les ventes dans les magasins d'État s'effondreront », [préviend S. Tikhanovskaïa](#).

12 octobre

Réunis à Luxembourg, [les ministres des Affaires étrangères de l'Union affirment](#) à nouveau qu'Alexandre Loukashenko n'a « aucune légitimité démocratique », condamnent la violence contre les manifestants et appellent une nouvelle fois les autorités biélorusses à chercher une « solution pacifique et démocratique » à la crise.

Les ministres se déclarent prêts à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables biélorusses, « y compris A. Loukachenko ».

Ils décident de réduire les relations politiques et économiques avec les autorités biélorusses et de les rediriger vers la société civile. Ils annoncent que des moyens supplémentaires seront consacrés au soutien aux jeunes, aux personnes vulnérables, aux médias indépendants, ainsi qu'aux secteurs privé et de la santé.

Le Parlement européen sélectionne « l'opposition démocratique au Bélarus, représentée par le Conseil de coordination » parmi les trois [finalistes du Prix Sakharov 2020](#) pour la liberté de l'esprit. Le vote final se tient le 22 octobre.

11 octobre

La police biélorusse [disperse par la force](#) une nouvelle manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes à Minsk et arrête au moins 250 personnes dans la capitale et d'autres villes du pays.

La veille, Alexandre Loukachenko avait organisé dans la prison du KGB une [rencontre filmée](#) avec plusieurs prisonniers politiques dont l'ancien candidat à la présidentielle Viktor Babariko et plusieurs membres du Conseil de coordination de l'opposition.

7 octobre

[Lors d'une audition](#) par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Svetlana Tikhanovskaïa lance un appel à la France : « Aidez le peuple biélorusse, aidez à éviter la violence et le conflit civil! Aidez à sortir de

cette crise de manière digne, aidez-nous à conduire des élections libres et équitables ».

6 octobre

La Chancelière allemande Angela Merkel reçoit à Berlin l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qui [appelle les pays européens](#) à maintenir la pression sur le régime biélorusse.

4 octobre

En dépit d'une mise en garde des autorités et de nouvelles arrestations, des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et dans d'autres villes du pays. Le Centre biélorusse de défense des droits humains Viasna dénombre compte 77 « prisonniers politiques ».

[Dans un communiqué](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell considère comme « infondé et regrettable » que les autorités biélorusses demandent à la Pologne et à la Lituanie de rappeler leurs ambassadeurs et de réduire leur personnel diplomatique à Minsk.

2 octobre

Le Conseil [impose des sanctions](#) à l'encontre de 40 responsables de la répression et de l'intimidation des manifestants. Les mesures incluent une interdiction de voyager sur le territoire de l'Union et un gel des avoirs financiers.

1^{er} octobre

[Réuni à Bruxelles le 1^{er} octobre](#), le Conseil européen « condamne la violence inacceptable dont font usage les autorités biélorusses à l'encontre de manifestants pacifiques ainsi que les actes d'intimidation et les arrestations et détentions arbitraires à la suite de l'élection présidentielle, dont il ne reconnaît pas les résultats ».

Il demande la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'un dialogue politique. Il demande au Conseil de mettre en place des sanctions et encourage la Commission à préparer un « plan global de soutien économique à la Biélorussie démocratique ».

28 septembre

Le Président Emmanuel se rend en visite en Lituanie et en Lettonie. Il rencontre à Vilnius S. Tikhanovskaïa, qui [accepte la proposition](#) de la France de venir s'adresser devant l'Assemblée nationale.

25 septembre

Les États baltes [élargissent leurs sanctions](#) à l'égard de fonctionnaires biélorusses.

24 septembre

L'Union refuse de reconnaître A. Loukachenko comme président de la Biélorussie. Le Haut représentant de l'Union [Josep Borrell déclare](#) que la prestation de serment et « le nouveau mandat dont se réclame Alexandre Loukachenko n'ont aucune légitimité démocratique ».

23 septembre

Alexandre Loukachenko [prête serment](#) pour un sixième mandat.

21 septembre

Svetlana Tikhanovskaïa rencontre à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de l'Union. Elle est également reçue au Parlement européen, où [elle déclare](#) que le mouvement de protestation n'est pas une révolution géopolitique, qu'elle n'est « ni pro ou anti-russe, ni pro ou anti-UE, mais juste une révolution démocratique pro-Biélorussie ».

Le Président lituanien Gitanas Nausėda présente [un plan d'assistance économique](#) préparé avec la Pologne et la Roumanie pour aider la « Biélorussie démocratique ». Les trois pays proposent un régime commercial préférentiel entre l'Union et la Biélorussie, la possibilité pour les Biélorusses d'entrer dans l'Union sans visa, et un soutien à la candidature du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce plan devrait être présenté par la Lituanie, la Pologne et la Roumanie aux partenaires européens lors du Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre.

20 septembre

Nouvelle marche de protestation à Minsk, malgré la mobilisation des forces de l'ordre.

17 septembre

Le Parlement européen rejette [dans une résolution](#) les résultats de la « prétendue élection présidentielle ». Il annonce qu'il ne reconnaîtra pas A. Loukachenko comme Président à l'issue de son mandat actuel et qu'il considère le Conseil de coordination comme le « représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique ».

Le Parlement condamne la répression « avec la plus grande fermeté » et demande la libération « immédiate et inconditionnelle » de tous les prisonniers politiques. Il appelle à des sanctions contre les responsables de l'Etat, y compris A. Loukachenko.

Le même jour, le Premier ministre polonais [Mateusz Morawiecki propose](#) que l'Union mette en place un fonds de stabilisation de la Biélorussie d'au moins 1 milliard €. Il soumettra son projet au Conseil européen des 24 et 25 septembre.

15 septembre

Le groupe Renew Europe du Parlement européen [propose d'attribuer](#) le prix Sakharov 2020 à « l'opposition démocratique en Biélorussie, représentée – entre autres – par Svetlana Tikhanovskaïa, présidente élue de Biélorussie, Siarhei Tikhanovski, vidéoblogueur et prisonnier politique, Ales Bialiatski, fondateur de l'organisation biélorusse de défense des droits de l'homme "Viasna", Stepan Svetlov, fondateur du canal Telegram NEXTA, Mikola Statkevich, prisonnier politique et candidat à la présidence aux élections de 2010, et Svetlana Alexievich, membre du Conseil national de coordination de la Biélorussie et lauréate du prix Nobel ».

Le 16 septembre, le groupe du Parti populaire européen au Parlement [propose également d'attribuer](#) le prix à « l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination et un certain nombre de figures d'opposition dont Svetlana Tikhanovskaïa ».

13 septembre

Plus de 100 000 personnes marchent à nouveau à Minsk. Les autorités annoncent 400 arrestations. Depuis son exil, S. Tikhanovskaïa salue « *un peuple véritablement héroïque* » qui continue son « *combat pour la liberté* ».

11 septembre

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), J. Borrell « déplore l'escalade de la violence et l'exil forcé des membres du Conseil de coordination ». Il demande à ce que les membres du Conseil et de la société civile biélorusse soient « protégés des intimidations, de l'exil forcé, des arrestations arbitraires et de la violence ». Il demande la libération des prisonniers et rappelle que l'Union est « déterminée » à prendre des sanctions contre les responsables de la répression.

10 septembre

Après la visite des quelques diplomates la veille, les ambassadeurs de 10 États membres et des diplomates de 5 autres États membres [rendent visite](#) à la prix Nobel de Littérature Svetlana Alexievitch à son domicile à Minsk pour l'assurer de leur soutien. S. Alexievitch est la dernière membre du Conseil de coordination à n'avoir été ni arrêtée ni exilée et fait l'objet de menaces régulières.

9 septembre

Le groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen [propose d'attribuer](#) cette année le prix Sakharov, décerné par le Parlement aux défenseurs des droits de l'Homme, « aux courageuses femmes bélarussiennes en général, et plus particulièrement à Svetlana Tikhanovskaïa, Maria Kalesnikava, et Veranika Tsapkala ».

8 septembre

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe Marija Pejcinovic Buric [demande la fin des « dérives répressives »](#) du régime biélorusse et appelle à « un dialogue loyal et franc avec la société civile afin de travailler sans délai aux réformes qui s'imposent », pour lequel elle propose l'aide du Conseil de l'Europe.

[Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime](#) devant la Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle assure que le Conseil de coordination, « malgré la répression, est toujours engagé dans le dialogue » et rappelle que « M. Loukachenko n'a aucune légitimité » après l'élection truquée.

7 septembre

Maryia Kalesnikova, est enlevé à Minsk puis arrêtée lorsqu'elle refuse son expulsion de force en Ukraine.

Dans [un communiqué](#), le Haut représentant Josep Borrell condamne au nom de l'Union « l'arbitraire incessant et les arrestations et détentions inexplicables » et demande la libération immédiate de tous les prisonniers politiques arrêtés avant et après l'élection du 9 août.

6 septembre

Comme chaque dimanche, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk et d'autres villes du pays. Les autorités annoncent l'arrestation du plus de 600 personnes.

1^{er} septembre

Les étudiants entament un mouvement de grève à l'occasion de la rentrée universitaire. Dans les jours qui suivent, plusieurs dizaines d'entre eux sont arrêtés sur les campus.

31 août

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie inscrivent sur une liste noire Loukachenko et une trentaine d'autres hauts responsables biélorusses, qui sont interdits d'entrée sur le territoire des 3 pays.

30 août

Des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et d'autres villes du pays. Des dizaines de personnes sont arrêtées.

Dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche, le Haut représentant de l'Union [Josep Borrell appelle à des élections](#) pour résoudre la crise : « La meilleure solution serait de rejouer le match sous le contrôle de l'OSCE ».

29 août

Les autorités biélorusses retirent leurs accréditations à plusieurs médias étrangers qui couvrent le mouvement de protestation et la répression.

28 août

Lors d'une [réunion spéciale du Comité permanent de l'OSCE](#), le Premier ministre albanais Edi Rama, Président en exercice de l'organisation, renouvelle l'offre d'agir en « facilitateur du dialogue nécessaire » entre le pouvoir et l'opposition biélorusses.

27 août

Réunis à Berlin, les ministres des Affaires étrangères de l'Union [décident de sanctionner plusieurs hauts responsables biélorusses](#). La liste définitive sera finalisée dans les jours à venir.

26 août

Convoquée par les enquêteurs dans le cadre de poursuites contre le mouvement de contestation, la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch refuse de répondre aux questions. Les arrestations d'opposants se poursuivent.

25 août

Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime lors [d'une réunion extraordinaire de la commission Affaires étrangères](#) du Parlement européen. Elle déclare qu'une « révolution pacifique est en cours » : « La révolution au Biélorussie n'est pas une révolution géopolitique. Ce n'est ni une révolution pro ou anti-russe, ce n'est ni une révolution pro ou anti-Union européenne. C'est une révolution démocratique ».

24 août

Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova, membres du "*Conseil de coordination*" destiné à promouvoir une transition pacifique du pouvoir, sont arrêtés devant l'usine de tracteurs de Minsk (MTZ) en grève.

23 août

Une nouvelle manifestation à Minsk rassemble environ 100 000 personnes. Des chaînes humaines se forment en Lituanie, où est réfugiée Svetlana Tikhanovskaïa, ainsi qu'en Estonie et Lettonie, en soutien au peuple biélorusse.

22 août

Alexandre Loukachenko demande à l'armée de se tenir en alerte.

20 août

Le Président Emmanuel Macron et la Chancelière Angela Merkel [se rencontrent au fort de Brégançon](#). Ils réitèrent l'offre de médiation de l'Union et assurent à l'attention du Président russe Vladimir Poutine que l'Union ne voit pas dans la crise en Biélorussie une « réplique » de la crise ukrainienne.

19 août

[Réunis en vidéoconférence extraordinaire](#), les chefs d'État et de gouvernement de l'Union réaffirment que l'élection n'a été « ni libre ni régulière » et qu'ils n'en reconnaissent pas le résultat.

Ils déclarent que « les citoyens de Biélorussie ont le droit de décider de leur avenir » et condamnent « la violence disproportionnée et inacceptable dont les autorités nationales ont fait usage contre des manifestants pacifiques ». « L'UE demande que tous les cas présumés d'abus fassent l'objet d'une enquête approfondie et transparente ».

Ils confirment que l'Union « imposera prochainement des sanctions à l'égard d'un grand nombre de responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

Ils ajoutent : « Nous invitons les autorités biélorusses à trouver un moyen de sortir de la crise en mettant fin à la violence, en apaisant les tensions et en engageant un dialogue national sans exclusive », et se déclarent prêts à contribuer à une solution pacifique.

17 août

Des grèves sont organisées dans de nombreuses usines.

[L'OSCE propose sa médiation](#) pour un dialogue « ouvert et constructif » entre le pouvoir et l'opposition.

16 août

Environ 100 000 personnes manifestent à Minsk, le plus important rassemblement de protestation dans l'histoire du pays. Des milliers d'autres personnes se rassemblent dans tout le pays.

Depuis la Lituanie, Svetlana Tikhanovskaïa appelle les Biélorusses à une grève illimitée.

14 août

[Lors d'une réunion extraordinaire](#), les ministres européens des Affaires étrangères estiment que les résultats du scrutin « ont été falsifiés ».

Ils proposent une médiation de l'Union pour « établir et faciliter un dialogue entre les autorités politiques, l'opposition et plus largement la société » en Biélorussie.

Ils décident de préparer des sanctions contre les responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

12 août

Les autorités annoncent la mort d'un deuxième manifestant à Gomel, lors de sa détention après les manifestations du 9 août.

11 août

Svetlana Tikhanovskaïa se réfugie en Lituanie.

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, juge que l'élection n'a été « ni libres ni régulière ».

Il ajoute : « Nous demandons aux dirigeants politiques biélorusses d'engager un dialogue réel et sans exclusive avec l'ensemble de la société afin d'éviter de nouvelles violences. L'UE continuera de soutenir une Biélorussie démocratique, indépendante, souveraine, prospère et stable. »

10 août

La Chine et la Russie reconnaissent le résultat du scrutin, qui est mis en cause par les États membres de l'Union européenne.

Les manifestations se poursuivent, un manifestant est tué, 2 000 personnes sont arrêtées.

9 août

Élection présidentielle en Biélorussie.

Le Président sortant Alexandre Loukachenko est donné vainqueur avec 80,23% des voix. Svetlana Tikhanovskaïa, candidate de l'opposition après l'emprisonnement de son mari, l'opposant Sergueï Tikhanovski, est officiellement créditée de 9,9%.

Des manifestations ont lieu dans la capitale Minsk, 3 000 personnes sont arrêtées.